

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	208 660		208 660	200 658
	Montant net du chiffre d'affaires	208 660		208 660	200 658
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			5 222	
	Autres produits			11	4
Total des produits d'exploitation (1)				213 893	200 662
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			128 404	168 146
	Impôts, taxes et versements assimilés			10 590	2 821
	Salaires et traitements			17 957	18 849
	Charges sociales du personnel			(11 358)	(11 905)
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			12 054	1 941
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant				
CHARGES D'EXPLOITATION	Dotations aux provisions				
	Autres charges			13	292
Total des charges d'exploitation (2)				157 660	180 144
RESULTAT D'EXPLOITATION				56 232	20 518

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2022	31/12/2021
RESULTAT D'EXPLOITATION		56 232	20 518
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	7 944	3 177
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	566 699	112 615
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		574 643	115 792
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		574 643	115 792
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		630 875	136 309
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		8 885
	Sur opérations en capital	481 997	
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		579 084
Total des produits exceptionnels		481 997	587 969
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		323
	Sur opérations en capital	1 556	384
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	668 319	566 699
	Total des charges exceptionnelles	669 875	567 406
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(187 878)	20 564
PARTICIPATION DES SALARIES IMPOTS SUR LES BENEFICES			
TOTAL DES PRODUITS		1 270 533	904 423
TOTAL DES CHARGES		827 535	747 550
RESULTAT DE L'EXERCICE		442 997	156 873
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées		6 667	722
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de la société Vulcain Finance ont été établis conformément aux dispositions de la législation et aux pratiques généralement admises en France et en conformité du règlement ANC n° 2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, ainsi que les avis et recommandations ultérieurs de l'ANC.

Les comptes annuels sont établis selon des règles de présentation et d'évaluation identiques à celles de l'exercice précédent.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 570 477 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 270 533 euros** et un total **charges** de **827 535 euros**,dégageant ainsi un **résultat** de **442 997 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2022** et finit le **31/12/2022**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire; D = dégressif et E = exceptionnel)

Immobilisations corporelles	Amortissement pour dépréciation	Amortissement fiscalement pratiqué
Matériel de transport	20% à 25% L	20% à 25% L
Matériel de bureau et informatique	33 1/3% L	33 1/3% L

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1) Dénouement du litige relatif à la cession des filiales intervenue en 2016

En date du 02 mai 2016, la société a cédé l'ensemble de ses filiales pour un prix de cession global définitif de 73 564 396 € dont 64 247 814 € lui avaient été versés au 31/12/2016. La créance sur la quote-part de prix de cession séquestré a été cédée aux fonds d'investissements associés à hauteur de 5 400 395 € à Nextstage, 1 301 446 € à MI3 et 1 301 446 € à COFIR. Au 31/12/2016, la créance sur la quote-part de prix de cession séquestré restant à l'Actif du bilan s'élevait à 1 313 295 €. Au 31/12/2021, cette même créance s'élevait à 999 991 € en valeur brute, suite au déblocage du deuxième versement de 313 304 € en juin 2017.

Suite à cette cession, le cessionnaire avait déposé une demande de déclenchement de la Garantie d'Actif et de Passif (GAP) concernant les coûts de dépollution des sites de Vannes, Guerche de Bretagne, Pont-l'Evêque et Esvres-sur-Indres. Au 31 décembre 2021, la quote-part de coûts imputable à la société avait été estimée à 566 698.74 € et avait fait l'objet d'une dépréciation des créances rattachées à des participations.

En date du 16 juin 2022, un protocole transactionnel fixe la quote-part de coûts imputable à la société à 567 412 € et prévoit une garantie pour travaux complémentaires à hauteur de 1 000 000 euros maximum, les travaux de Vannes n'étant pas encore achevés. La créance sur participation a donc été diminuée d'autant, par la contrepartie d'une charge exceptionnelle sur opération en capital, le solde restant à recouvrer passant alors à 432 588 €.

Le 29 juin 2022, un contrat de cession de créance est conclu avec le fonds d'investissement Nextstage qui cède à la société ses droits sur séquestre à hauteur de 588 233 € en valeur nominale pour une valeur décotée de 206 552 €.

Le 5 juillet 2022, la société reçoit un premier versement sur séquestre de 658 885€. La créance sur séquestre est donc alors intégralement soldée, le surplus soit 226 297 € constituant un produits exceptionnel sur opérations en capital.

Les travaux de Vannes étant achevés, la société a perçu un second versement de 155 382 € en date du 28 décembre 2022, constituant également un produits exceptionnel sur opérations en capital.

2) Cession de titres de participation

La société a revendu pour 100 318 € les titres de la société SPPI (Société de Protection et de Prévention Incendie) qu'elle avait acquis l'année dernière pour 100 000 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des dirigeants n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle (art 123-196 du Code de commerce, art 831-3, 832-12 et 832-13 du PCG).

ENGAGEMENTS HORS BILAN RECUS

Néant.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES

A compter du 14 juin 2022 et pour les 12 prochains mois, la société Vulcain Finance a accordé à la filiale AVA Finance le soutien financier nécessaire pour faire face au maintien de son activité et lui permettant de faire face à ses engagements.

Bilan Actif

Certifié conforme *[Signature]*

Etat exprimé en euros		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	72 105	20 157	51 948	42 312
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	816 001		816 001	916 001
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				433 292
	TOTAL (II)	888 106	20 157	867 949	1 391 605
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	41 295		41 295	23 711
	Autres créances	349 761		349 761	220 115
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 298 190		1 298 190	769 796
	Charges constatées d'avance	13 283		13 283	8 388
	TOTAL (III)	1 702 528		1 702 528	1 022 011
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		2 590 634	20 157	2 570 477	2 413 616
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an					433 292
(3) dont créances à plus d'un an				324 623	

Bilan Passif

Etat exprimé en euros		31/12/2022	31/12/2021
Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation	142 657	142 657
	RESERVES		
	Réserve légale	198 259	198 259
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	1 691 152	1 865 243
	Résultat de l'exercice	442 997	156 873
	Subventions d'investissement Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	2 475 065	2 363 031
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)	4 574	4 059
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 301	39 107
	Dettes fiscales et sociales	53 537	7 419
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	95 412	50 584
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	2 570 477	2 413 616
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		442 997,29	156 872,87
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		95 412	50 584
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
(3) Dont emprunts participatifs			

« VULCAIN FINANCE »

Société par actions simplifiée au capital de 142.657 euros
Siège social : VAIRES-SUR-MARNE (77360) -
21, rue Jehan de Brie
RCS MEAUX 530 738 848

Ci-après la « Société »

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
EN DATE DU 30 JUIN 2023

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT ET RÉOLUTION VOTÉE

(...)

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2022, qui s'élève à la somme de 442.997 euros, la réserve légale étant suffisamment dotée, comme suit :

Résultat distribuable	2.134.149 €
• dont bénéfice de l'exercice	442.997 €
• auquel s'ajoute le poste « Report à nouveau ».....	1.691.152 €
 Affectation :	
• A titre de dividendes, la somme de	330.964 €
(soit environ 2,32 € par action) déjà distribués le 24.01.2023	
• Au poste « Report à nouveau »	1.803.185 €
	2.134.149 €

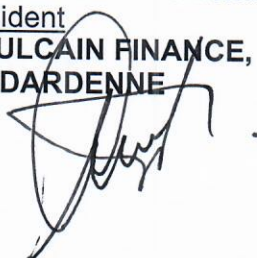
Le poste « Report à nouveau » s'établirait par conséquent à 1.803.185 euros et le poste « Réserve légale » à 198.259 euros.

(...)

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

(...)

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Pour VULCAIN FINANCE,
Michel DARDENNE



VULCAIN FINANCE

Société par actions simplifiée

21, rue Jehan de Brie

77360 Vaires-sur-Marne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

VULCAIN FINANCE

Société par actions simplifiée

21, rue Jehan de Brie

77360 Vaires-sur-Marne

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux associés de la société VULCAIN FINANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société VULCAIN FINANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La section « Titres de participation » de l'annexe expose les règles et principes comptables relatifs à l'évaluation et à la comptabilisation des titres de participation. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par la société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables exposées et des informations fournies dans l'annexe, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 juin 2023

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

The image shows a blue shield icon with a white checkmark inside, followed by a handwritten signature in black ink.

Henri ALBESSARD

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	72 105	20 157	51 948	42 312
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	816 001		816 001	916 001
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				433 292
	TOTAL (II)	888 106	20 157	867 949	1 391 605
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	41 295		41 295	23 711
	Autres créances	349 761		349 761	220 115
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1 298 190		1 298 190	769 796
	Charges constatées d'avance	13 283		13 283	8 388
	TOTAL (III)	1 702 528		1 702 528	1 022 011
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		2 590 634	20 157	2 570 477	2 413 616

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

433 292

(3) dont créances à plus d'un an

324 623

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation	142 657	142 657
	RESERVES		
	Réserve légale	198 259	198 259
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	1 691 152	1 865 243
	Résultat de l'exercice	442 997	156 873
	Subventions d'investissement Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	2 475 065	2 363 031
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)	4 574	4 059
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	37 301	39 107
	Dettes fiscales et sociales	53 537	7 419
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	95 412	50 584
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	2 570 477	2 413 616
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	442 997,29	156 872,87
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	95 412	50 584
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
	(3) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	208 660		208 660	200 658
	Montant net du chiffre d'affaires	208 660		208 660	200 658
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			5 222	
	Autres produits			11	4
Total des produits d'exploitation (1)				213 893	200 662
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements				
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			128 404	168 146
	Impôts, taxes et versements assimilés			10 590	2 821
	Salaires et traitements			17 957	18 849
	Charges sociales du personnel			(11 358)	(11 905)
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			12 054	1 941
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			13	292
Total des charges d'exploitation (2)				157 660	180 144
RESULTAT D'EXPLOITATION				56 232	20 518

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2022

31/12/2021

RESULTAT D'EXPLOITATION		56 232	20 518
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	7 944	3 177
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	566 699	112 615
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		574 643	115 792
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		574 643	115 792
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		630 875	136 309
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		8 885
	Sur opérations en capital	481 997	
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		579 084
	Total des produits exceptionnels	481 997	587 969
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	1 556	323
	Sur opérations en capital	668 319	384
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		566 699
	Total des charges exceptionnelles	669 875	567 406
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(187 878)	20 564
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES			
TOTAL DES PRODUITS		1 270 533	904 423
TOTAL DES CHARGES		827 535	747 550
RESULTAT DE L'EXERCICE		442 997	156 873
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées		6 667	722
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de la société Vulcain Finance ont été établis conformément aux dispositions de la législation et aux pratiques généralement admises en France et en conformité du règlement ANC n° 2014-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, ainsi que les avis et recommandations ultérieurs de l'ANC.

Les comptes annuels sont établis selon des règles de présentation et d'évaluation identiques à celles de l'exercice précédent.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 570 477 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 270 533 euros** et un total **charges** de **827 535 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **442 997 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2022** et finit le **31/12/2022**.

Il a une durée de **12** mois.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants (L = linéaire; D = dégressif et E = exceptionnel)

Immobilisations corporelles	Amortissement pour dépréciation	Amortissement fiscalement pratiqué
Matériel de transport	20% à 25% L	20% à 25% L
Matériel de bureau et informatique	33 1/3% L	33 1/3% L

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'achat. Une provision pour dépréciation des immobilisations financières est constituée lorsque la valeur recouvrable de ces titres est inférieure à la valeur comptable. La valeur recouvrable est appréciée, pour les titres de participation, sur la base d'une approche multicritères comprenant notamment la méthode des flux de trésorerie actualisés.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1) Dénouement du litige relatif à la cession des filiales intervenue en 2016

En date du 02 mai 2016, la société a cédé l'ensemble de ses filiales pour un prix de cession global définitif de 73 564 396 € dont 64 247 814 € lui avaient été versés au 31/12/2016. La créance sur la quote-part de prix de cession séquestré a été cédée aux fonds d'investissements associés à hauteur de 5 400 395 € à Nextstage, 1 301 446 € à MI3 et 1 301 446 € à COFIR. Au 31/12/2016, la créance sur la quote-part de prix de cession séquestré restant à l'Actif du bilan s'élevait à 1 313 295 €. Au 31/12/2021, cette même créance s'élevait à 999 991 € en valeur brute, suite au déblocage du deuxième versement de 313 304 € en juin 2017.

Suite à cette cession, le cessionnaire avait déposé une demande de déclenchement de la Garantie d'Actif et de Passif (GAP) concernant les coûts de dépollution des sites de Vannes, Guerche de Bretagne, Pont-l'Evêque et Esvres-sur-Indres. Au 31 décembre 2021, la quote-part de coûts imputable à la société avait été estimée à 566 698.74 € et avait fait l'objet d'une dépréciation des créances rattachées à des participations.

En date du 16 juin 2022, un protocole transactionnel fixe la quote-part de coûts imputable à la société à 567 412 € et prévoit une garantie pour travaux complémentaires à hauteur de 1 000 000 euros maximum, les travaux de Vannes n'étant pas encore achevés. La créance sur participation a donc été diminuée d'autant, par la contrepartie d'une charge exceptionnelle sur opération en capital, le solde restant à recouvrer passant alors à 432 588 €.

Le 29 juin 2022, un contrat de cession de créance est conclu avec le fonds d'investissement Nextstage qui cède à la société ses droits sur séquestre à hauteur de 588 233 € en valeur nominale pour une valeur décotée de 206 552 €.

Le 5 juillet 2022, la société reçoit un premier versement sur séquestre de 658 885€. La créance sur séquestre est donc alors intégralement soldée, le surplus soit 226 297 € constituant un produits exceptionnel sur opérations en capital.

Les travaux de Vannes étant achevés, la société a perçu un second versement de 155 382 € en date du 28 décembre 2022, constituant également un produits exceptionnel sur opérations en capital.

2) Cession de titres de participation

La société a revendu pour 100 318 € les titres de la société SPPI (Société de Protection et de Prévention Incendie) qu'elle avait acquis l'année dernière pour 100 000 €.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des dirigeants n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle (art 123-196 du Code de commerce, art 831-3, 832-12 et 832-13 du PCG).

ENGAGEMENTS HORS BILAN RECUS

Néant.

Annexe libre

Etat exprimé en **euros**

ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES

A compter du 14 juin 2022 et pour les 12 prochains mois, la société Vulcain Finance a accordé à la filiale AVA Finance le soutien financier nécessaire pour faire face au maintien de son activité et lui permettant de faire face à ses engagements.

Etat exprimé en **euros**[illegible]

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2022
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	1 213	11 346		12 559
	Matériel de bureau, mobilier	8 209	708	1 319	7 598
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 422	12 054	1 319	20 157
TOTAL		9 422	12 054	1 319	20 157

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	566 699		566 699	
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	566 699		566 699	
TOTAL GENERAL		566 699		566 699	

Dont dotations et reprises {

- d'exploitation
- financières
- exceptionnelles

566 699

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	41 295	41 295	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 870	3 870	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	8 947	8 947	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)	324 623		324 623
	Débiteurs divers	12 321	12 321	
	Charges constatées d'avances	13 283	13 283	
	TOTAL DES CREANCES	404 338	79 715	324 623
(1)	Prêts accordés en cours d'exercice			
(1)	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	37 301	37 301		
	Personnel et comptes rattachés	1 027	1 027		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	471	471		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	6 905	6 905		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	45 133	45 133		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)	4 574	4 574		
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	95 412	95 412		
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1)	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2)	Emprunts dettes associés (personnes physiques)	4 574			

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Total des Produits à recevoir		11 794
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	5 295	5 295
Autres créances <i>DIVERS PRODUITS A RECEVOIR</i>	6 499	6 499

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Total des Charges à payer		23 803
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		21 033
<i>FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES</i>	<i>21 033</i>	
Dettes fiscales et sociales		2 770
<i>ETAT CHARGES A PAYER</i>	<i>2 604</i>	
<i>TAXE APPRENTISSAGE A PAYER</i>	<i>16</i>	
<i>CONTRIB. DIALOGUE SOC. A PAYER</i>	<i>150</i>	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2022
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		13 283	13 283
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			13 283

Variations des Capitaux Propres

Etat exprimé en euros

	Capitaux propres clôture 31/12/2021	Affectation du résultat N-1 ¹	Apports avec effet rétroactif	Variations en cours d'exercice ²	Capitaux propres clôture 31/12/2022
Capital social	142 657				142 657
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...					
Ecart de réévaluation					
Réserve légale	198 259				198 259
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves					
Report à nouveau	1 865 243	(174 091)		1	1 691 152
Résultat de l'exercice	156 873	(156 873)		442 997	442 997
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	2 363 031	(330 964)		442 998	2 475 065

Date de l'assemblée générale 11/10/2022

Dividendes attribués 330 964

¹ dont dividende provenant du résultat n-1 330 964

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après affectation du résultat n-1 2 032 067

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports avec effet rétroactif 2 032 067

² Dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice

Variation des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure 112 034

Capital social

Etat exprimé en euros		31/12/2022	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		142 657,00	1,0000	142 657,00
	Emises pendant l'exercice				
	Remboursées pendant l'exercice				
	Du capital social fin d'exercice		142 657,00	1,0000	142 657,00

Effectif moyen

31/12/2022

Interne

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	2
	Professions intermédiaires	
	Employés	
	Ouvriers	
	TOTAL	2

Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Chiffre d'affaires par secteur d'activité		208 660
Production vendue Services		208 660
PRESTATIONS DE SERVICESVULCAIN	176 250	
PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	32 410	
Chiffre d'affaires par marché géographique		208 660
Chiffre d'affaires FRANCE		208 660
PRESTATIONS DE SERVICESVULCAIN	176 250	
PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	32 410	

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Total des produits exceptionnels		481 997
Produits exceptionnels sur opérations en capital		481 997
<i>PRODUITS CESSIONSTITRES PARTIC</i>	<i>100 318</i>	
<i>AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS</i>	<i>381 679</i>	
Total des charges exceptionnelles		669 875
Charges exceptionnelles sur opération de gestion		1 556
<i>CHGES EXCEPT ND</i>	<i>1 556</i>	
Charges exceptionnelles sur opération en capital		668 319
<i>VNC IMMOB CORPORELLES</i>	<i>907</i>	
<i>VAL.COMPTA.IMMOB.FIN.CED.</i>	<i>100 000</i>	
<i>AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES</i>	<i>567 412</i>	
Résultat exceptionnel		(187 878)

Filiales et participations

Etat exprimé en euros

31/12/2022

Capitaux
propresQuote-part
détenue en
pourcentageRésultat
du dernier
exercice clos

A. Renseignements détaillés

1. Filiales (Plus de 50 %)

SAS AVA FINANCE
RCS MEAUX 832461321
21 RUE JEHAN DE BRIE 77360 VAIRES SUR MARNE

1 536 985

50,50

(17 520)

2. Participations (10 à 50 %)

B. Renseignements globaux

1. Filiales non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères

2. Participations non reprises en A.

- a) françaises
- b) étrangères